

9 OCTOBRE 2018 GREVE ET MANIFESTATION

Ensemble à la conquête d'un autre avenir !

Nos salaires, pensions de retraite et minima sociaux stagnent et les dividendes versés aux actionnaires, multipliés par 5 en 30 ans, flambent !

En une décennie, les 10 plus riches fortunes françaises ont vu leur patrimoine quadrupler alors qu'il faut 6 générations à une famille pauvre pour atteindre le revenu moyen.

Les annonces gouvernementales et les contre-réformes successives ne font qu'amplifier le creusement de ces inégalités : une large majorité de la population juge injuste et inefficace la politique du gouvernement au service exclusif des intérêts patronaux.

La journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, FIDL, UNEF et UNL est le moment pour toutes et tous, salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emplois, lycéen-ne-s et étudiant-e-s d'exprimer le refus de cette politique détruisant brique par brique notre modèle social. C'est aussi le moment de transformer les attentes en une expression forte des revendications ; du lieu de travail à la rue.

Dans chaque entreprise, dans chaque administration, sur les lieux d'études, dans les lieux de vie, ensemble le 9 octobre, il est grand temps de nous faire entendre pour que le progrès social soit au rendez-vous !

Ensemble décidons l'arrêt de travail (1 heure, 1/2 journée, journée entière) et participons en nombre aux rassemblements et manifestations !

Les rendez-vous en Ille-et-Vilaine :

- ▶ **Rennes** : 11h00, Esplanade Charles de Gaulle.
- ▶ **Saint-Malo** : 11h00, Médiathèque.
- ▶ **Redon** : 17h00, Sous-préfecture.
- ▶ **Vitré** : 17h30, Gare.
- ▶ **Fougères** : 17h30, place Aristide Briand.

Il est urgent de revendiquer :

- Une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat ;
- La réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales ;
- L'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité. Celles-ci favorisent l'émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins : remise en cause des conventions collectives et des statuts, réforme des assurances maladie et chômage, retraite ;
- Le droit à la retraite à taux plein pour tous les salariés, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;
- L'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup ;
- Une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

